

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTILLERIE NARBONNE- GROUPE GRAP'SUD

GROUPE GRAP'SUD
SCA LA Gardonnenque
30360 Cruviers-Lascours

Références : 2024-358
Code AIOT : 0006600243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement DISTILLERIE NARBONNE- GROUPE GRAP'SUD implanté 88, Avenue Anatole France 11100 Narbonne . L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site est inscrite au plan pluriannuel de contrôle de la région Occitanie.

La visite du site a permis d'apprécier la situation des bassins de stockage et d'évaporation des effluents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE NARBONNE- GROUPE GRAP'SUD
- 88, Avenue Anatole France 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0006600243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est composé de plusieurs bassins de stockage et d'évaporation naturel d'effluents d'origines vinicoles et/ou vinicoles.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Condition d'admission des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9.3.1 ; 9.3.2.2	Sans objet
2	Gestion bassins	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9.3.4	Sans objet
3	Suivi des apports et état bassins	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9.3.3.1 ; 9.3.3.2 ; 9.3.3.3	Sans objet
4	Surveillance des bassins	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9.3.4.3	Sans objet
5	Conception bassins	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.3.8	Sans objet
6	Accès et circulation	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 8.1.4 ; 8.5.1	Sans objet
7	Consignes	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 8.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection, en présence de l'exploitant, note les points suivants :

- les bassins (abords, digues, propreté) sont très bien tenus,
- pas d'odeurs aux abords des bassins, ni dans le voisinage,
- le premier bassin n'est plus utilisé,
- les bassins les plus éloignés des habitations sont prioritairement utilisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Condition d'admission des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9.3.1 ; 9.3.2.2
Thème(s) : Autre, Identification effluents
Prescription contrôlée :

<p>Les effluents destinés à être traités ne peuvent être admis dans l'établissement que dans la mesure où ils sont clairement identifiés, de façon à pouvoir connaître en toute circonstance leur producteur ou leur collecteur.</p> <p>Les bassins sont autorisés à recevoir uniquement des effluents d'origine viticoles/vinicoles et ayant au préalable subi une filtration à la maille d'au moins de 1 mm.</p> <p>Avant d'admettre un nouvel effluent pour traitement dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de l'effluent ou, à défaut, au détenteur une information préalable. Celle-ci précise pour chaque nouvel effluent à traiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur, - l'origine première de l'effluent, - les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur l'effluent, - la composition chimique principale de l'effluent ainsi que toutes informations permettant de déterminer s'il est apte à subir le traitement prévu, - les modalités de la collecte et de la livraison, - toutes informations pertinentes pour caractériser l'effluent en question. <p>Un effluent ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat a une validité d'un an et doit être conservé au moins un an de plus par l'exploitant.</p> <p>L'ensemble des acceptations préalables pour les effluents admis dans l'établissement fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les apports extérieurs sont identifiés et connus : les mêmes caves vinicoles depuis plusieurs années. Un suivi des différents contributeurs est réalisé informatiquement. L'exploitant a présenté le registre des entrées correspondant à la période du 02/01/2024 au 19/09/2024. Les apports sont gérés via des conventions qui fixent les conditions de traitement des effluents sur le site des bassins de Narbonne. Exemple présenté : Gfa Du Vignoble Louis Marie Anne Fabre, convention en date du 12/09/2024. Cette convention rappelle les conditions de préparation et d'acceptation des effluents, de refus d'un apport et/ou de reprise d'un effluent déversé non conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion bassins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9.3.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Hauteur de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume total des effluents stockés dans les installations de traitement par évaporation et décantation est limité, en toute circonstance, au volume maximal susceptible d'être admis, soit un maximum de 16 500 m³.</p> <p>La hauteur de stockage dans chacun des bassins est strictement limitée à une hauteur d'effluents de 0,50 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>La hauteur d'effluent dans les bassins utilisés est très nettement inférieure à 0,50 m.</p>

<p>L'exploitant tient à jour un suivi informatique de la hauteur d'effluents dans chacun de ses bassins. Sur la période du 8 janvier 2024 au 16 septembre 2024, la hauteur maximale atteinte a été de 0,30 m dans le bassin n°5 en janvier et février. Sur cette période, seuls les bassins n° 4, 5 et 6 ont été utilisés.</p> <p>Le bassin n°1 est inutilisé, seules des eaux de pluie sont présentes lors d'événements pluvieux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi des apports et état bassins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9.3.3.1 ; 9.3.3.2 ; 9.3.3.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité-Enregistrement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes livraisons d'effluents font l'objet d'une vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable, - le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi, - du volume acheminé, - de l'analyse des paramètres d'admission prévus dans le présent arrêté, en cas de nécessité, avec prise d'échantillons représentatifs du chargement pour analyse. <p>En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé.</p> <p>Processus industriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle systématique du volume de l'effluent acheminé dans les installations, - analyse des paramètres d'admission prévus dans le présent arrêté, en cas de nécessité, avec prise d'échantillons représentatifs des effluents acheminés pour analyse. <p>Registre d'admission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume et la nature de l'effluent, - le lieu de provenance et d'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur, - la date et l'heure de réception, - l'identité du transporteur, - suivant le cas, le numéro d'immatriculation du véhicule, - le résultat des contrôles d'admission.
<p>Constats :</p> <p>Voir point n°1 ci-dessus.</p> <p>L'accès au site se fait via un portail cadenassé dont le code est régulièrement changé afin d'éviter des entrées non autorisées.</p> <p>Un plan de prévention est établi entre l'exploitant et les transports extérieurs. Ce document précise les conditions d'accès sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des bassins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9.3.4.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Vérification étanchéité bassins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant doit s'assurer que les conditions de stockage des effluents à traiter, en cours de traitement et traités, n'engendrent pas de fermentations risquant de provoquer des nuisances olfactives (voir TITRE 4 du présent arrêté).</p> <p>Le contrôle de niveau d'effluent est effectué au moyen de règles de niveau disposées dans chaque bassin. L'exploitant reporte, selon une périodicité mensuelle, sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, le niveau d'effluent présent pour chaque bassin d'évaporation et de décantation. Cette périodicité est hebdomadaire pendant les mois de pleine activité (septembre à novembre).</p> <p>La surveillance, hebdomadaire, des bassins doit prendre en compte le contrôle de l'étanchéité et de la stabilité des bassins B1 à B6 conformément aux caractéristiques définies dans le diagnostic d'étanchéité et de stabilité de 1984 et 1994.</p> <p>Une vérification approfondie et détaillée de l'ensemble des talus et des crêtes des bassins B1 à B6 est effectuée au moins deux fois par an pour y déceler d'éventuels indices d'instabilité et de fuite.</p> <p>L'ensemble des bassins d'évaporation et de décantation (bassins B1 à B6) est régulièrement curé et nettoyé selon une périodicité annuelle, ou dès que la hauteur de boues présente atteint 5 cm.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état du site et des bassins montre un entretien régulier.</p> <p>Les bassins sont régulièrement curés : facture de novembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Conception bassins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.3.8</p>
<p>Thème(s) : Autre, Vérification interconnexion bassins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout rejet vers le milieu naturel est interdit.</p> <p>L'épandage des effluents stockés dans les bassins d'évaporation et de décantation (B1 à B6) n'est pas autorisé.</p> <p>Les bassins B1 à B6 sont pourvus de dispositifs de communication et d'un dispositif d'isolement.</p> <p>Le bassin B1 de secours est maintenu vide. Il ne contient pas d'effluent et est exclusivement réservé aux situations de pluies exceptionnelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite d'inspection, l'état visuel des bassins ne montre aucune défaillance apparente.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Accès et circulation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 8.1.4 ; 8.5.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Clôture et accès au site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.</p> <p>Une surveillance est assurée en permanence.</p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir point n°3 ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 8.5.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Consignes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des bassins, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. En dehors des périodes de dense activité, l'exploitant assure une visite hebdomadaire visant à s'assurer du bon fonctionnement des bassins.</p> <p>L'exploitant procède en tant que de besoin, au moins une fois par an, à un nettoyage complet (tonte, débroussaillage, ...) ainsi qu'à l'entretien complet des abords des bassins, des digues et des abords du site.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des bassins doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une procédure de gestion des bassins.</p> <p>Toutes les interventions sont reportées informatiquement sur des tableaux de suivi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>